



## LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

POURQUOI dit-on  
"poche" et pas "sac" ?



**TOULOUSAING.** Le débat est éternel et fait s'affronter Nordistes et Sudistes depuis des décennies. Dans le Sud-Ouest, la poche, les habitants y tiennent. Et gare à celui qui s'aviserait de vouloir changer cette habitude. Mais si l'expression est défendue bec et ongles, pourquoi est-elle utilisée ?

« Je vous mets une poche avec vos courses ? » Lorsqu'un néo-Toulousain fait ses emplettes pour la première fois, l'expression a de quoi le surprendre. Dans le Sud-Ouest, elle n'étonne personne, mais pourquoi l'utilise-t-on ? Nous pourrions imaginer qu'ici, les pantalons à poches ne sont apparus que très tardivement. Pour les anciens, la poche ne pouvait donc qu'être qu'un sac dans lequel mettre ses commissions. L'hypothèse pourrait tenir, mais la véritable explication est à chercher ailleurs. « Je n'ai jamais utilisé d'autres mots que poche pour

parler d'un sac dans lequel je mets mes achats... mais d'où ça vient ? Ça, je ne sais pas. Peut-être de l'occitan », note Tiffany, une Toulousaine pur jus de 26 ans. Géraud Delbès, professeur d'occitan pour adultes et animateur des "Mots d'Oc", une émission de radio, y voit seulement une bonne piste. « En occitan, le mot "pòcha", qu'il faut prononcer "pocho", désigne une poche de vêtement et peut aussi évoquer un sac plastique. Il est possible donc que l'utilisation régionale du mot vienne de cette langue, mais ce n'est pas sûr. » Pour le vérifier, rendez-vous est pris avec Bernard Vavassori. Professeur d'espagnol à la retraite, il a écrit, "A bisto de nas", un ouvrage qui recense toutes les expressions du Sud-Ouest et leurs origines. « Le mot existe en occitan, mais de là à certifier que la définition locale

de poche vienne de là... Dans mon dictionnaire, je ne fais pas remonter l'origine de cette expression à une racine occitane », avance prudemment ce passionné de langues. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, le mot "pòcha", était déjà présent chez Pèire Godolin, un poète occitan, mais il s'agit d'un emprunt au français "poche". Le renvoi aux racines occitanes pour comprendre le parler local ne serait donc pas pertinent dans ce cas. Pour percer à jour le mystère de cet usage bien spécifique à la région, il faut remonter au vieux français, parlé jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. « Dans cette langue, une "poche" n'est pas quelque chose qui est solidaire d'un vêtement ou d'une autre entité, comme par exemple, un cartable », explique Jean Sibille, professeur de linguistique à l'université Jean-Jaurès. Dans le Sud-Ouest, le français local aurait donc conservé ce sens ancien. « Dans les autres régions, la signification a évolué. C'est probablement le résultat d'un alignement progressif sur la variante parisienne du français qui s'est imposée au reste du pays. Le Sud-Ouest a donc davantage résisté à l'évolution impulsée par ce modèle dominant », conclut le linguiste.

Vanessa Vertus ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN

# Jt

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

## HALTE AUX PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

L'hebdo sans bisphénol

Culture p.11  
RIO LOCO,  
UN AVANT-GOÛT  
D'ÉTÉ INDIEN

Et maintenant... p.9  
VALORISER L'APRÈS  
SERVICE CIVIQUE

JEUDI 15 > 22 JUIN 2017 · N° 743

© Hélène Ressayres / JT

LA RÉGION  
S'ENGAGE POUR LES LYCÉEN.NE.S ET APPRENTI.E.S

# C'EST MACARTE !

R 29141 - 0743 - F 1,00€

## C'EST L'HISTOIRE D'UN ENVAHISSEUR...

# Invisible et coriace

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1016 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Philippe Salvador  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Marine Mugnier, Delphine Tayac, Philippe  
Salvador, Vanessa Vertus et Nicolas Mathé  
CHEF DE PROJET :  
Cécile Varin  
CHEF DE PROJET WEB :  
Vincent Penalba  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Hélène Ressayres  
MAQUETTE :  
Venise Abed  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2017 : 4,15 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre  
Tél : 07.62.89.26.21  
service.commercial@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



L'info est tombée en pleine conférence de rédaction du JT: Midi-Pyrénées présente un nombre inquiétant de cas de puberté précoce, qui pourrait être dû à la forte présence de perturbateurs endocriniens autour de Toulouse. Peut-être la faute aux pesticides et aux émissions industrielles.

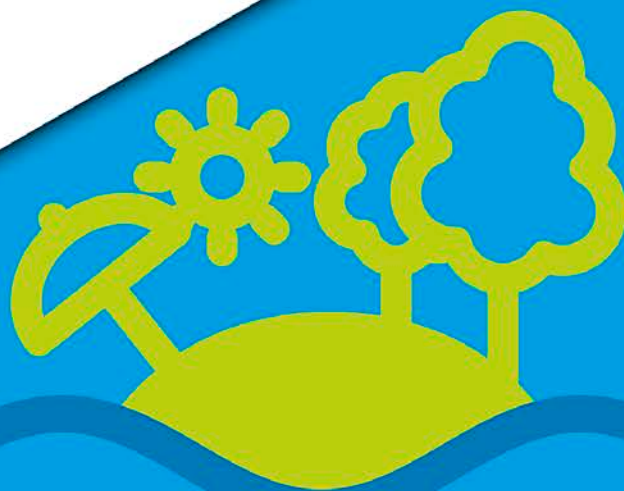
À cette annonce, notre sang n'a fait qu'un tour. Et la rédac' est partie à la recherche de ces mystérieuses substances dangereuses, qui jouent avec notre système hormonal. Nous en avons trouvé partout. Dans l'eau, dans l'air, dans les aliments, dans les produits ménagers, dans les cosmétiques. Partout. De quoi faire froid dans le dos. Les réactions ont été diverses. Certains d'entre nous ont décidé de se mettre au bio, d'autres ont demandé un lavage de cerveau pour effacer tout ça de leur mémoire.

Heureusement, notre recherche nous a laissé entrevoir une lueur d'espoir. D'abord, nous avons constaté que la science avance. Dans les deux sens. Alors que les industriels inventent de nouvelles substances potentiellement dangereuses, les études se multiplient pour mieux connaître ces perturbateurs et leurs effets. Nous avons découvert aussi des solutions pour s'en prémunir. Et compris que plus les consommateurs seront sensibilisés, plus leurs habitudes influenceront celles des producteurs. C'est l'idée de ce numéro du JT : informer pour pouvoir être acteur de sa consommation et de sa santé.

La rédaction



ÎLE DU  
**RAMIER**



INVITATION

IMAGINONS ENSEMBLE  
L'ÎLE DE DEMAIN

Réunion publique  
**Mardi 20 juin 2017**

Salle Jean Mermoz • 18h15

Plus d'info sur [toulouse-metropole.fr](http://toulouse-metropole.fr)

GRAND  
PARC  
**GARONNE**

toulouse  
métropole

**PRÉCAUTION.** On les touche, on les avale, on les respire. Mais bien qu'ils soient omniprésents, on ne connaît pas suffisamment les perturbateurs endocriniens. Même les scientifiques que nous sommes allés voir ont encore de longues années d'études devant eux. En attendant, un faisceau d'indices laisse à penser qu'en fonction de l'âge ou du sexe, ces substances pourraient être nocives. Alors, comment s'en protéger ? Cette semaine, le JT décrypte les étiquettes et déniche les bonnes pratiques.



## HALTE perturbateurs

**L'**étude a fait le tour des médias régionaux et nationaux. Présentée aux Rencontres Santé Publique France qui se sont tenues à la fin du mois de mai, elle révèle notamment qu'il y a davantage de cas de puberté précoce en Haute-Garonne et dans le Rhône que dans d'autres départements. Cette maladie stoppe prématurément la croissance chez les filles de moins de 8 ans et les garçons de moins de 9 ans, et des signes de puberté apparaissent. C'est la première fois que l'on évalue l'apparition de cette maladie à grande échelle. « Nous avons constaté 1173 cas par an chez les filles en France, entre 2011 et 2013, mais aussi des disparités géographiques », explique l'épidémiologiste Joëlle Le Moal, qui a coordonné ces recherches pour l'agence nationale Santé Publique France. En 2014, une précédente étude de la chercheuse et son équipe avait aussi fait grand bruit. Elle révélait qu'entre 1989 et 2005, la concentration et la qualité des spermatozoïdes ont baissé dans la quasi-totalité

*« L'exposition à différents perturbateurs endocriniens dérègle les mécanismes de mise en place de la puberté »*

des régions avec une diminution plus importante en Aquitaine et en Midi-Pyrénées. Dans les deux cas, les journaux ont pointé la possible implication des perturbateurs endocriniens, notamment des pesticides, Midi-Pyrénées étant une région agricole. Mais Joëlle Le Moal se montre prudente : « C'est une hypothèse sérieuse, mais ce n'est pas la seule. Nous espérons que ces données encourageront les recherches étiologiques (sur les

causes de ces maladies NDLR) », souligne la chercheuse. Pour l'heure, son équipe mesure l'évolution de maladies qui ont un lien "possible" ou "certain" avec l'exposition à certaines substances (pesticides, fongicides, dioxines, solvants organiques, PCB, bisphénols...). En accumulant ces données, le ministère de la Santé souhaite mesurer à grande échelle l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé reproductive de la population française. Mais il est encore trop tôt pour le connaître. À l'échelle des individus, la tâche est tout aussi complexe. À Toulouse, plusieurs équipes du centre de recherche en toxicologie alimentaire (Toxalim) de l'Inra tra-



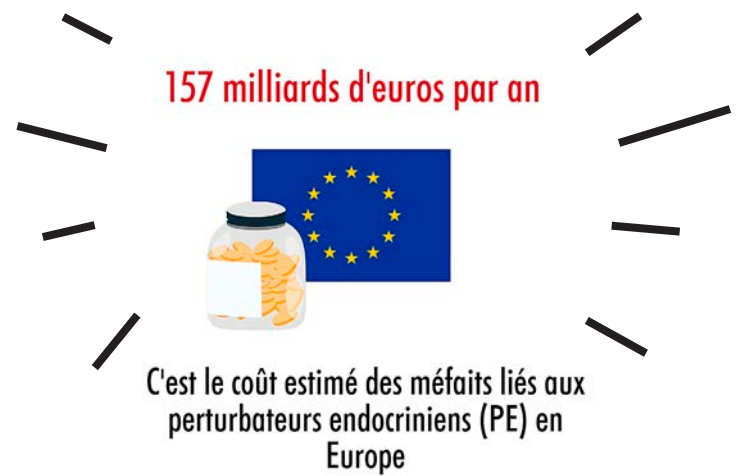
© Franck Alix / JT

# AUX endocriniens

vaillent à comprendre par quel biais et comment ces molécules se diffusent dans notre corps, comment l'organisme s'en débarrasse et quels effets elles peuvent avoir sur la santé. « Des travaux de Toxalim ont par exemple démontré que le bisphénol A passe par la peau, en accord avec différentes études américaines sur le sujet et que le bisphénol A peut pénétrer dans l'organisme de façon très efficace à partir de la sphère buccale », explique Catherine Viguié, directrice de recherche à l'Inra et animatrice de l'équipe gestation et perturbation endocrinienne. « Nous savons avec certitude que la gestation constitue une période critique de sensibilité aux perturbateurs endocriniens.

Nous avons des arguments expérimentaux sérieux pour affirmer que l'exposition, de façon isolée, à différents perturbateurs endocriniens, dont le bisphénol A, durant la période de gestation, dérègle les mécanismes de mise en place de la puberté. » Dans l'océan de suspicions qui entoure les perturbateurs endocriniens, les certitudes sont donc minces. Difficile dans ce contexte pour le consommateur de s'y retrouver. En attendant que la science apporte des preuves tangibles, appliquer le principe de précaution semble donc être une bonne piste.

Delphine Tayac ✍



Sur 15 paquets de muesli non bio testés



TOUS

contiennent des résidus de pesticides dont :

57%

sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens (PE)



21

salades achetées en supermarché sur 31 contiennent au moins un résidu de pesticides PE

Jt

Où trouve-t-on des substances suspectes ?



Bisphénol A



Phthalates



Pesticides



Perfluorés

# LA CLINIQUE PASTEUR DÉCIDÉE à ne pas se laisser perturber

**HIPPOCRATE.** De nouveaux gestes, des choix attentifs sur les produits, une politique d'achat réfléchie et une vision globale environnementale. Voilà comment la clinique Pasteur mène, depuis plusieurs années, une révolution interne pour lutter contre les perturbateurs endocriniens.

It



**E**n matière de perturbateurs endocriniens, le diable se cache plus que jamais dans les détails. Ainsi, lorsque l'on foule les interminables couloirs de la clinique Pasteur, il faut être attentif pour remarquer, soudain, à l'étage, un changement de revêtement au sol. «C'est du caoutchouc. Nous l'utilisons pour remplacer petit à petit l'ancien PVC qu'il y avait dans tous les bâtiments», explique Olivier Collet. Ce dernier n'est pas le chef décorateur maison, mais le responsable technique de l'établissement. «Cela nous a pris plusieurs mois pour trouver le bon matériau. L'industrie du PVC est leader sur le marché des établissements hospitaliers et il est très dur d'avoir de vraies informations sur la composition des éléments. Nous avons finalement opté pour le caoutchouc qui est très prisé dans les pays nordiques. Il est plus cher, mais a une action antibactérienne et dure plus longtemps, c'est un investissement», poursuit le technicien.

Une goutte d'eau parmi d'autres dans la démarche entreprise par la clinique Pasteur. Engagé dans la voie du développement durable depuis presque dix ans, l'établissement a été en 2015 le premier signataire de la campagne "Hôpital sans perturbateurs endocriniens" mise en place par le Comité pour le développement durable en santé (C2DS). Depuis, la chasse est lancée dans tous les recoins de l'établissement. Juste «une manière d'être cohérent avec notre mission de santé publique», selon Olivier Collet. «Nous ne pouvons pas soumettre nos patients à ces nanoparticules qui participent à la croissance des maladies chroniques.

Au nom du principe de précaution, les hôpitaux sont allés trop loin dans l'aseptisation.» Ils auraient ainsi utilisé des produits qui s'avèrent aujourd'hui potentiellement dangereux.

La première étape prit donc la forme d'un diagnostic global consistant à identifier tous les produits suspects et à passer toutes les pièces au COVMètre pour connaître la teneur en composés organiques volatils dans l'air. Un bilan qui confirme la présence de

perturbateurs endocriniens dans de nombreux produits utilisés au quotidien. Une liste de dix écogestes à respecter est établie et communiquée à tout le personnel. Elle préconise

entre autres d'éviter les molécules présentes dans certains médicaments et de privilégier les produits de nettoyage et d'hygiène corporelle écolabellisés. Plus globalement, c'est tout l'écosystème hos-

pitalier qui est concerné, avec des efforts à porter sur l'alimentation ou les espaces verts, où les produits phytosanitaires sont proscrits.

«À la base, nous ne sommes pas des spécialistes. Nous devons sans cesse nous poser des questions, être en veille permanente et accepter l'idée que nous pouvons nous tromper. Il est extrêmement délicat d'être sûr à 100% que tous les maillons de la chaîne sont vertueux», révèle Olivier Collet. D'autant que, hormis l'interdiction de composants comme le bisphénol A, aucune réglementation évoquant un seuil à respecter n'a pour l'instant vu le jour au sujet des perturbateurs endocriniens.

Mais dans un établissement qui accueille 55 000 patients par an et compte 1300 employés, le changement en profondeur des pratiques ne s'est pas fait en un jour ni sans difficulté. Les nouveaux gestes et procédés ont parfois été jugés trop contraignants par le personnel. Le nettoyage des outils à la vapeur prend ainsi beaucoup plus de temps. Et du côté de la restau-

« Une manière  
d'être cohérent  
avec notre  
mission de santé  
publique »



© Franck Aïx / JT

## LA TÊTE D'AMPOULE

# COMMENT DÉCHIFFRER les étiquettes

**PRÉCAUTION.** La chasse aux perturbateurs endocriniens commence par le cabas. Pour y voir un peu plus clair dans les rayons, nous sommes allés à la rencontre d'Élodie Durand, conseillère en santé environnementale.

Quand elle est devenue maman, Élodie Durand a décidé d'apprendre à déchiffrer les étiquettes des produits. De tous les produits. Cela lui a pris deux ans: «J'ai essayé de comprendre, avec mes moyens, ce que je consommait. Et je me suis rendu compte que notre confiance vis-à-vis des industriels est très excessive!» Premier enseignement, évident: moins il y a d'ingrédients dans un produit, moins il y a de risques d'y rencontrer des perturbateurs endocriniens. Ainsi, dans un frigo, l'idéal est de trouver des aliments frais, locaux et bio. Il peut y avoir des exceptions: «Le bio ne doit pas être une solution à tout prix! Si la tomate bio vient du Maroc, mieux vaut en acheter une d'ici, cultivée en agriculture raisonnée.» Élodie Durand sait que les normes sur l'agriculture biologique sont différentes d'un pays à l'autre et rarement aussi strictes que chez nous. Dans la mesure du possible, elle ne consomme donc plus de produits transformés: «Dans un plat préparé par exemple, il y a différentes sortes de perturbateurs endocriniens. Et l'on ne connaît pas les effets qu'ils ont les uns sur les autres.» Cette interrogation vaut aussi pour l'air que nous respirons ou l'eau que nous buvons, où tous les spécimens de perturbateurs se côtoient. Pour renouveler l'air de la maison, sept à neuf fois plus pollué qu'à l'extérieur, rien de mieux qu'une longue aération quotidienne, été comme hiver. Afin d'éliminer de l'eau du robinet les traces de déchets médicamenteux ou autres résidus de substances chimiques, l'idéal est de s'équiper d'un appareil de filtration qui rend l'eau neutre, avant de la reminéraliser. Il coûte autour de 300 euros dans les magasins bio. L'autre solution proposée par Élodie Durand est de boire de l'eau en bouteille exclusivement en verre, comme la Wattwiller, car «les contenants en plastique renferment des phtalates, qui, lorsqu'ils sont exposés à la chaleur ou au froid, peuvent être transférés au produit». Il y a un petit triangle avec un chiffre sur les emballages en plastique: plus le chiffre se rapproche de sept, plus il est susceptible de contenir des perturbateurs endocriniens.

Les produits cosmétiques de grande distribution sont également à bannir, «y compris les marques qui affichent des 0%». «Cela signifie souvent qu'il n'y a pas de parabène ou pas de colorants impactants, mais rien n'indique l'absence d'autres perturbateurs endocriniens», assure Élodie Durand. La conseillère en santé environnementale fait toutefois confiance à quelques marques, comme la gamme de maquillage bio de Lavera, l'aromathérapie des laboratoires Pierre Fabre ou les cosmétiques Cattier.

Elle se fie aussi au label Écocert, dont le cahier des charges est très rigoureux. Sa lessive en est estampillée. Quant à ses produits ménagers, ils sont naturels, à base de savon noir ou de vinaigre d'alcool. Pas d'encens, de pot-pourri ou de parfum d'intérieur, cela va sans le dire. Et attention aux perturbateurs cachés dans les meubles: «Ils contiennent souvent des colles et des solvants, qui peuvent être très nocifs.» Pour ne pas se tromper, il faut choisir un mobilier dont le taux de composés organiques volatils est faible, avec l'indication A+. C'est l'un des nombreux labels à privilégier pour se prémunir.

Philippe Salvador ✍



**ELODIE DURAND**

> Chargée d'affaires à l'agence de conseil en santé environnementale Primum Non Nocere.

ration, l'idée d'un menu par mois sans viande rouge a dû être modérée en raison des vertus cicatrisantes de cette dernière. Parfois, c'est même la réglementation qui s'en est mêlée, notamment sur la question des solutions hydroalcooliques, plébiscitées par la loi pour l'hygiène des employés,

mais génératrices, elles aussi, de perturbateurs endocriniens. «On aimerait aussi mettre des poignées en cuivre sur les portes pour mieux lutter contre les bactéries, mais là c'est une question de coût qui nous freine. Il y aurait tant de choses à

faire... Il faut aussi trouver le juste équilibre: être dans la prévention sans se montrer alarmiste. Car il y aurait de quoi rapidement devenir paranoïaque», admet Gaëlle Renaud, chargée de la communication à Pasteur.

La révolution se fait donc en douceur et prendra le temps qu'il faudra. Elle passera par exemple par un partage d'informations entre les établissements hospitaliers afin d'inciter les fournisseurs à des pratiques plus vertueuses et de permettre à des filières de se mettre en place, en termes d'alimentation notamment. En tout cas, en tant que véritable ville dans la ville et acteur majeur du territoire, en contact avec tous les secteurs d'activités économiques, la clinique Pasteur est résolue à jouer son rôle de défricheur.

Nicolas Mathé ✍

« Nous devons sans cesse nous poser des questions »



## LES CRÈCHES TOULOUSAINES font la chasse aux substances toxiques

On a beau faire le maximum pour protéger son enfant chez soi, difficile de contrôler à quelles substances il est exposé une fois confié à une crèche. Au-delà de la traque du bisphénol A dans les biberons et l'achat de couches aux normes européennes, la mairie de Toulouse avoue ne pas donner de directives particulières aux crèches municipales.

D'autres ont décidé d'aller plus loin. C'est le cas des associations O comme 3 mômes et L'Envol, dont les crèches ont reçu le 8 juin dernier le label Écolo Crèche. Celui-ci les encourage à diminuer l'impact environnemental et l'exposition des enfants et du personnel à des substances nocives.

«En réalité, nous nous intéressons depuis 2009-2010 à ces questions», explique Agnès Privat, directrice de O comme 3 mômes. «Lorsque le scandale du bisphénol A a éclaté, nous avons remplacé tous les biberons en plastique par du verre.» Depuis, la réflexion s'est poursuivie avec l'accompagnement de l'association Écolo Crèche. Au niveau de l'alimentation, les crèches O comme 3 mômes privilégient ainsi le bio: les pommes, aliment de base des bébés, le sont systématiquement et, à la rentrée, les pommes de



terre le seront aussi. «Les éducatrices fabriquent des jeux naturels, comme de la pâte à modeler à base de Maïzena et de liquide vaisselle bio, ou des jouets en matériaux de récupération en tissu ou en carton.»

Les détergents industriels ont aussi été abandonnés au profit de nettoyants faits maison. Les produits d'hygiène du bébé sont également fabriqués sur place, notamment le liniment utilisé pour nettoyer les fesses. «Avec le mobilier, c'est plus compliqué», concède Agnès Privat. «Nos financeurs demandent que la démarche ne coûte pas un centime supplémentaire. Nous souhaitons aller vers des meubles en bois non traité, mais cela se fera progressivement.»

«Le but est de réduire les risques d'exposition, dans le matériel, mais aussi dans les pratiques au quotidien», explique Claire Grolleau, fondatrice d'Écolo Crèche et toxicologue de formation. «Si des substances nocives sont présentes, on conseille d'aérer les locaux, de débarrasser les jouets neufs à l'extérieur, de poser une serviette en coton sur le plan de change...» À Toulouse, neuf crèches disposent de ce label.

Delphine Tayac ✍

It



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

## VISER L'ORGASME sans danger



«Quel moyen de contraception contient des perturbateurs endocriniens?» C'est le type de question que posent les membres du mouvement "Génération cobayes, non merci" lors de leurs "apéros éco-orgasme" mensuels. Un rendez-vous pour les jeunes Toulousains qui souhaitent parler sexe et savoir comment «se faire du bien sans se faire du mal», explique Floriane Navard, responsable du pôle événementiel de la branche locale du collectif. Les participants y apprennent par exemple comment «faire des jeux culinaires sans additifs alimentaires» ou «allonger

son partenaire dans une chambre saine».

C'est donc par le biais de quiz, de blind-test, d'ateliers "Do it yourself" et de conférences pédagogiques qu'ils donnent des conseils pratiques pour limiter les dégâts et connaître l'impact des phtalates ou des pesticides

dans l'alimentation... Chacun peut ainsi apprendre à faire ses propres produits cosmétiques et ménagers, mais aussi à décrypter les étiquettes des emballages du commerce. «Aujourd'hui, il existe des produits alternatifs et sains, il faut juste savoir les reconnaître», précise Floriane Navard. Ce mouvement a été fondé en 2008 par un groupe d'étudiants décidé à sensibiliser les 18-35 ans aux conséquences de la pollution environnementale sur la santé. Depuis 2013, leur stratégie de communication consiste à «parler de ce sujet, parfois lourd, de manière ludique». «Nous faisons aussi attention à ne pas être culpabilisateurs», ajoute Floriane Navard. «Par exemple, mon matelas est fait avec plein de produits polluants mais, en tant qu'étudiante, je n'ai pas le budget pour le changer. Il s'agit de faire ce que l'on peut avec ses propres moyens.»

Marine Mugnier ✍

**LA RÉGION**  
**S'ENGAGE POUR LES LYCÉEN.NE.S ET APPRENTI.E.S**

**C'EST MA CARTE !**



#MACARTEJEUNE

Pour profiter des avantages  
de la carte, demande-la  
**avant le 13 juillet sur**  
**[cartejeune.laregion.fr](http://cartejeune.laregion.fr)**



Gratuité des manuels  
scolaires et aide  
à la lecture de loisirs



Gratuité des  
1<sup>ers</sup> équipements  
professionnels



IoRdi :  
ton ordinateur  
portable personnel



Aide aux transports,  
hébergement  
et restauration



La Carte Jeune Région est cofinancée  
par l'Union Européenne.  
L'Europe s'engage avec le Fonds européen  
de développement régional.



ET MAINTENANT ?

## Valoriser L'APRÈS-SERVICE CIVIQUE

**ENGAGEMENT.** Le service civique connaît un succès grandissant. Grâce à ce dispositif, des jeunes mènent des actions d'intérêt général, en échange d'une indemnité. Alors que les missions de l'année touchent à leur fin, l'association Unis-Cité aide les 16 à 25 ans à mettre en valeur leurs compétences pour leur futur parcours professionnel.

« Grâce à cette expérience, je sais ce que je ne veux pas faire dans la vie », lance Elia. Ce jeune de 19 ans s'apprête à mettre un point final à un an d'engagement en service civique auprès de l'association Unis-Cité. Cet après-midi-là, lui et plusieurs volontaires planchent sur des questionnaires distribués par leur tuteur afin de faire le point sur leur expérience. Pendant plusieurs mois, ils ont notamment rendu visite à des personnes âgées en Ehpad ou à leur domicile. « Me confronter à la maladie d'Alzheimer a été difficile, mais mes missions ont été très formatrices », poursuit Elia. À côté de lui, Lucile, 21 ans, a confirmé son orientation : « Cela m'a permis de revenir à mes premières envies : devenir éducatrice spécialisée. Du coup, j'ai décidé de m'inscrire en DUT carrières sociales. »

Si l'on en croit Mareva Bayon, directrice d'Unis-Cité Occitanie, ces deux expériences sont révélatrices : « Beaucoup de jeunes entrent en service civique sans savoir ce qu'ils veulent faire de leur vie. Cela leur permet souvent d'éclaircir leur projet. » Une étude menée le mois dernier par le Conseil économique, social et envi-

ronnemental le confirme : six mois après leur mission, 75 % des anciens volontaires étudient ou travaillent. 20 % sont sans activité contre 37 % avant de s'engager en service civique.

Si le dispositif n'a pas pour vocation première d'insérer les jeunes professionnellement, la loi oblige néanmoins chaque structure à proposer un bilan des compétences et des sa-

« Le service civique permet souvent aux jeunes d'éclaircir leur projet »



© Franck Alix / JT

voirs acquis avec leur tuteur. Chez Unis-Cité, qui accueille environ 160 volontaires par an à Toulouse, les jeunes bénéficient de ce suivi individuel tout au long de l'année, d'ateliers pour apprendre à faire un CV, une lettre de motivation ou à chercher de façon efficace des offres d'emploi en ligne. À cela s'ajoute un temps collectif afin de valoriser leur expérience. Ce jeudi 15 juin, des tremplins sont ainsi organisés par l'association afin de clôturer l'année. Les volontaires présenteront un bilan de leurs activités devant un jury composé d'entreprises, d'associations, de collectivités. « Le but n'est pas de favoriser une embauche directe, mais plu-

tôt de permettre aux volontaires de mettre des mots sur leur expérience, d'être plus à l'aise en entretien et de gagner confiance en eux. Ils bénéficient aussi de conseils et de contacts de professionnels », poursuit Mareva Bayon. Un enjeu d'autant plus important que, selon la directrice, « les entreprises ne se rendent pas toujours compte de la valeur ajoutée du service civique ».

Chez Unis-Cité, ce double accompagnement semble porter ses fruits. « Six mois après leur mission, 80 % de nos volontaires ont une activité. Ils sont en formation ou ont trouvé un emploi. Au-delà de l'engagement civique, c'est aussi un vrai tremplin », conclut Mareva Bayon.

Delphine Tayac ✍

ÇA BOUGE !

## Quand dessiner des cartes devient UN GESTE HUMANITAIRE

Des zones du monde ne sont pas encore cartographiées. Pour y remédier, CartONG propose, jeudi 15 juin, d'apprendre à dessiner des cartes en ligne. Un geste simple pour permettre aux acteurs de l'humanitaire de passer à l'action.



Des ordinateurs, des cartes, mais pas que des geeks. Jeudi 15 juin, CartONG organise à Toulouse un Mapathon ouvert à tous. « C'est un atelier de cartographie collaborative où l'on forme à contribuer en ligne », précise Olivia Kunitani, organisatrice de l'évènement. Le but : apprendre à dessiner des cartes pour l'aide humanitaire d'urgence. « Il y a tellement de cartes en France que l'on ne se rend pas compte que celles de certaines zones du monde ne sont pas actualisées », ajoute-t-elle. Ce type d'atelier permet donc aux participants, par exemple, de mettre à jour la localisation d'un camp de réfugiés en Ouganda ou de répertorier les points d'eau d'une partie du Burkina Faso. Pour contribuer, pas besoin d'être

un expert, il suffit d'emmener son ordinateur et de suivre les conseils des membres de l'ONG. Même des élèves de primaire ont déjà joué le jeu. « Grâce à la plateforme de cartographie libre et contributive OpenStreetMap, "la Wikipedia des cartes", les participants peuvent tracer facilement les bâtiments, les routes et les cours d'eau », explique la formatrice. « Et il y a toujours quelqu'un de plus expérimenté pour valider le travail des débutants. »

Le projet, baptisé "Missing maps", ne s'arrête pas là. Des données émanant du terrain seront ensuite ajoutées, comme le nom des villages ou la localisation des hôpitaux. Et des acteurs de l'humanitaire y inscriront des informations, comme la densité de population ou les lieux d'épidémie. Ces cartes sont donc, comme le terrain qu'elles représentent, évolutives : « Ainsi, les participants qui veulent continuer de les mettre à jour, peuvent ensuite contribuer de chez eux », conclut-elle.

Marine Mugnier ✍

f Mapathon Missing Maps



CONFERENCE SPECTACLE  
CASINO THÉÂTRE BARRIÈRE - TOULOUSE



JEUDI 22 JUIN 2017

UN INTELLECTUEL ASSIS

VA MOINS LOIN

QU'UN CON QU'IL MARCHE



MICHEL AUDIARD

OU COMMENT APPRENDRE À APPRENDRE DANS UN MONDE COMPLEXE ?



[www.soireecjdtoulouse.fr](http://www.soireecjdtoulouse.fr)

## SORTIR

# Rio Loco, UN AVANT-GOÛT D'ÉTÉ INDIEN



**PATCHWORK.** Il y a les aficionados de Rio Loco qui ne rateront pas une minute de concert. Pour les autres, le JT a sélectionné, parmi les sonorités venues de l'océan Indien, un échantillon caractéristique du savoir-faire du festival.

## DANYÈL WARO, LE PÈRE SPIRITUEL

Cette année, contrairement aux précédentes, le festival n'accueille peut-être pas de grande star mondiale. Mais cette édition consacrée à l'océan Indien n'aurait clairement pas pu se priver de la présence de l'emblématique Danyèl Waro. Poète, fabricant d'instruments et militant engagé pour la cause créole, il a œuvré dans les années 1970 au retour en grâce du maloya, emblème musical de la Réunion, issu des chants d'esclaves et jusqu'alors interdit. Il sera accompagné, en bord de Garonne, de Carlo de Sacco, leader du groupe Grèn Sémé, autre figure du maloya novateur et engagé.

## SKIP&DIE VS LINDIGO, LES TRUBLIONS

Si Danyèl Waro est le père, alors le groupe Lindigo abrite certainement les enfants agités. Ceux qui ont su respecter la tradition tout en la bousculant, emmenant

le maloya vers des contrées inexplorées, pleines de groove et hautement festives. Et comme Rio Loco n'aime rien de plus que les projets musicaux, le spectacle présenté ici est une création exceptionnelle issue de la rencontre avec le duo Skip&Die, spécialisé dans l'électro cosmopolite et tropicale. La fusion de ces deux univers fera à coup sûr des étincelles.

## KOOOL KREOL KONEKTION, LES MONSTRES DU SÉGA

Rio Loco, ce n'est pas seulement une suite de concerts, mais la découverte de véritables cultures. Kool Kreol Konektion vous présente donc le séga, musique phare de l'île Maurice, reconnue comme Patrimoine culturel immatériel par l'Unesco depuis 2014. Nos guides du soir ? Une dream team du genre, réunie pour la première fois en 2016 à l'occasion d'une compilation rendant hommage à l'âge d'or du séga, empreint de soul et de funk des années 1970. C'est la première fois que cette sélection d'ambassadeurs, composée de huit musiciens, se produit hors Maurice.

## THE DIZZY BRAINS, LES ROCKERS

Ah Madagascar ! Sa musique folklorique et ses rythmes exotiques... Eh bien non ! Voilà du bon rock garage, crasseux et talentueux à la fois. Histoire de casser les clichés. Et de montrer, comme le festival en a l'habitude, que la musique est sans frontière et que

la diversité musicale existe partout dans le monde. Pour autant, ces jeunes malgaches chantent avec rage leur propre réalité, celle de l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus de la planète.

## CHRISTINE SALEM, LA REBELLE

En perspective, le moment le plus intense de cette édition, tant la voix puissante et la rage de Christine Salem a de quoi envoûter les spectateurs. La coupe afro et le poing levé, elle prône un maloya libre, basé sur des percussions lourdes et lorgnant allègrement vers le blues. Son chant viscéral débouche souvent vers la transe. Il y est question des racines du maloya, mais aussi des difficultés sociales actuelles de la Réunion. Un concert idéal pour saisir la portée politique d'une musique et d'une culture en général.

Nicolas Mathé ✍

## Un festival ÉCOLOCO

Engagé dans une démarche globale écoresponsable, Rio Loco accueille une nouvelle fois les ateliers de la Glanerie, la ressourcerie de Toulouse. Cette année, le stand se met aux couleurs du thème de l'océan Indien et propose de venir créer quelques objets traditionnels à partir de récupération. Un atelier collectif de décoration sera également mis en place les trois premières soirées en vue de préparer une course de pneus dimanche.

15 > 18 juin  
Prairie des Filtres.  
Tarifs : 3 > 25 €  
rio-loco.org

# FORD RANGER

N°1 des ventes de pick-up en France\*



**NON ASSUJETTI AU MALUS**

| DOUBLE CABINE XL PACK | 2.2 TDCi 160 CH 4X4

# 299€

/MOIS\*\*

LOA 48 MOIS.

1<sup>ER</sup> LOYER DE 4 600 €.

COÛT TOTAL SI ACHAT : 30 120,62 €.

**UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.**

\*Source AAA des immatriculations sur les produits de même segment jusqu'à fin décembre 2016. \*\*Location avec option d'achat d'un Ranger Double Cabine XL Pack TDCi 160 ch 4x4 Euro 6 Type 05-16. Prix maximum au 01/02/17 : 32 770 €. Prix remis : 28 770 €. **47 loyers de 299 €.** Kilométrage 15 000 km/an. Option d'achat : 11 470 €. Assurances facultatives. Décès-Incapacité dès 21,58 €/mois en sus du loyer. Coût de l'assurance : 1 035,84 €. Produit « Assurance Emprunteur » assuré par FACI, SIREN 479 311 979 (RCS Nanterre), et FICL, SIREN 479 428 039 (RCS Nanterre). Si acceptation par Ford Credit, RCS Versailles 392 315 776, ORIAS N° 07 009 071. Délai légal de rétractation. Offre non cumulable réservée aux particuliers pour toute commande de ce Ranger neuf, du 01/03/17 au 31/03/17, dans le réseau Ford participant. **Modèle présenté :** Ford Ranger Double Cabine WildTrak 3.2 TDCi 200 ch Stop & Start 4x4 avec options au prix remis de 38 040 €, **1<sup>er</sup> loyer de 4 600 €.** option d'achat de 14 681 €, **coût total si achat : 41 178,57 €, 47 loyers de 465,90 €/mois. Consommation mixte (l/100 km) : 8,4. Rejets de CO<sub>2</sub> (g/km) : 221** (données homologuées conformément à la Directive 80/1268/EEC amendée).

Ford France, 34, rue de la Croix de Fer - 78122 St-Germain-en-Laye Cedex. SIREN 425 127 362 RCS Versailles.

**ford.fr**



**Go Further**

## La révolution DES BATEAUX VOLANTS!



Ils font voler les Formules 1 des mers de la Coupe de l'America comme les kitesurfs ou les planches à voile d'Argelès-sur-Mer.

Dans le milieu, on ne parle que de foils: «Tout le monde cherche à voler!», se réjouit Franck Citeau, entraîneur de l'équipe de France de catamarans. Ce dernier porte le projet "D'Archimède à Icare", structure spécialisée dans les bateaux volants, à la fois laboratoire de recherche et centre d'entraînement, qui va s'installer à la Grande-Motte. Le site dispose d'un grand plan d'eau, où le vent du Nord souffle sur une mer d'huile, l'idéal pour des tests grandeur nature.

Le soutien de la Région sera double. Financier puisqu'il

pourrait s'élever à 1 million d'euros, soit 30 à 50% du budget global, mais aussi symbolique: «Nous avons besoin de cette caution des pouvoirs publics, qui donne une envergure internationale au projet et assure sa crédibilité», confesse Franck Citeau.

Le principe des foils est connu depuis longtemps. Il reprend celui de l'aéronautique, qui veut qu'un profil asymétrique (comme une aile), plongé dans un fluide (de l'air ou de l'eau), produise une poussée vers le haut. Mais jusqu'ici, les matériaux de fabrication des bateaux, trop lourds, empêchaient leur décol-

lage. L'utilisation de composites comme la fibre de carbone change tout: «Son prix ne cesse de baisser, grâce à l'industrie aéronautique qui en consomme de plus en plus. Cela rejaillit sur toute l'industrie nautique», constate Vincent Dufour, chercheur à l'université de Montpellier et entrepreneur. Selon lui, la Région Occitanie a tous les atouts pour devenir une référence mondiale du secteur: «Nous avons des laboratoires spécialisés sur les briques technologiques nécessaires ou sur les systèmes de contrôle qui rendront cette technologie accessible à tous.» Il travaille en ce moment sur le bateau à moteur de demain: «Lui aussi volera. Comme il n'aura plus d'eau à pousser, un simple moteur électrique suffira à le faire avancer.» Et le chercheur de rêver à des supertankers volants, qui permettraient d'économiser des millions de barils de pétrole...

Philippe Salvador ✍



# CAPITOLE vs CAPITALE





# TOXIII vs LONDRES

## Samedi 17 juin / 15h30

Stade Ernest Argelès **BLAGNAC** / Tram T1 / Bus 70

www.to13.com

Toulouse Olympique Rugby XIII















# Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2017, fixe le prix de la ligne à 4.15€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



## ENQUÊTES PUBLIQUES



### PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

#### DEVIATION DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL - DN 250 LEGUEVIN-CORNEBARRIEU

Avis d’ouverture d’enquête préalable : - à la déclaration d'utilité publique, en vue de l'institution de servitudes, des travaux nécessaires à la déviation de la canalisation de transport de gaz naturel DN 250 Léguevin-Cornebarrieu, - à la détermination des parcelles à frapper de servitudes

> Description de l’opération soumise à enquête

Afin de répondre à son carnet de commandes pour les prochaines années, l’entreprise Airbus souhaite implanter un nouveau centre logistique dénommé « Airlog 2 » sur le territoire de la commune de Cornebarrieu.

La réalisation de cet aménagement nécessite de dévier, entre la route départementale 63 et le chemin de Caillougris, la canalisation de transport de gaz naturel existante DN 250 Léguevin-Cornebarrieu tout en préservant la sécurité de l’infrastructure.

Sont, à cette fin, projetées la création d’une nouvelle conduite enterrée d’une longueur de 1173 mètres et d’un diamètre nominal de 250 millimètres et la mise en arrêt définitif de la conduite impactée.

> Autorité responsable du projet

Le projet est conduit sous maîtrise d’ouvrage de la société Transport et Infrastructures Gaz France - Direction opérations / Département projets-construction - sise 40 avenue de l'Europe, CS 20522 à Pau (64010 Cedex) Tél : 05.59.13.36.04, site internet : [www.tigf.fr](http://www.tigf.fr), auprès de laquelle toute information peut être demandée.

> Objets de l'enquête

La présente enquête publique unique comprend deux objets :

- la déclaration d'utilité publique, en vue de l'institution de servitudes, des travaux nécessaires à la déviation de la canalisation de transport de gaz naturel DN 250 Léguevin-Cornebarrieu,
- la détermination des parcelles à frapper de servitudes et la recherche des propriétaires et des titulaires de droits réels ou leurs ayants droit.

> Durée de l’enquête

L’enquête se déroulera pendant 31 jours entiers et consécutifs du mardi 13 juin au jeudi 13 juillet 2017 inclus.

> Lieux et siège de l'enquête

L’enquête est ouverte dans les communes de Cornebarrieu et de Colomiers.

La mairie de Cornebarrieu est désignée siège de l’enquête.

> Désignation du commissaire enquêteur

L’enquête publique sera conduite par Mme Noëlle Pages, directrice d’école en retraite, désignée par le président du tribunal administratif de Toulouse le 3 mai 2017.

> Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête

Dans les administrations suivantes :

Le dossier d’enquête restera déposé, pendant toute la durée de l’enquête, dans les administrations suivantes :

- mairie de Cornebarrieu, 9, avenue de Versailles,
- mairie de Colomiers, 1 place Alex Raymond.

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des administrations précitées.

Une version dématérialisée du dossier d’enquête sera, par ailleurs, mise à la disposition du public à la mairie de Cornebarrieu depuis un poste informatique en libre accès.

En se rendant sur le site internet suivant :

[www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu](http://www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu)

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication, auprès de la préfecture de la Haute-Garonne, direction des relations avec les collectivités locales, 1, place Saint-Etienne 31038 Toulouse cedex 9, du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

registres d’enquête ouverts à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture du public des mairies de Cornebarrieu et de Colomiers.

S'adresser par courrier ou courriel au commissaire enquêteur

Les observations du public pourront, par ailleurs, être adressées, pendant la même période, à Mme Noëlle Pages, commissaire enquêteur :

- soit par courrier postal adressé à Mme le commissaire enquêteur, mairie de Cornebarrieu, 9, avenue de Versailles 31700 Cornebarrieu.

- soit par courriel en se rendant sur le site internet suivant :  
[www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu](http://www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu)

Les courriers et courriels seront annexés, dans les meilleurs délais possibles, au registre déposé à la mairie de Cornebarrieu, siège de l’enquête.

> Rencontrer le commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur, désigné à l'article 6 précité, se tiendra à la disposition du public à la mairie de Cornebarrieu lors des permanences suivantes :

- vendredi 23 juin 2017 de 9H00 à 12H00,
- mercredi 5 juillet 2017 de 13H30 à 17H30,
- jeudi 13 juillet 2017 de 14H00 à 18H00.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

> Information et obligations des propriétaires

En vue de la fixation des indemnités, la société Transport et Infrastructures Gaz France notifie aux propriétaires et usagers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de mise en servitude.

Le propriétaire et l'usager sont tenus d'appeler et de faire connaître à société Transport et Infrastructures Gaz France, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

> Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi qu'aux mairies de Cornebarrieu et de Colomiers où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de la Haute-Garonne – Direction des relations avec les collectivités locales – 1 place Saint Etienne – 31038 Toulouse cedex 9.

Enfin, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés sur le site internet [www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu](http://www.haute-garonne.gouv.fr/deviationgazcornebarrieu)

> Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne se prononcera, par arrêté, sur :

- la déclaration d'utilité publique, en vue de l'institution de servitudes, des travaux nécessaires à la déviation de la canalisation de transport de gaz naturel DN 250 Léguevin-Cornebarrieu,
- la détermination des parcelles à frapper de servitudes.

Signé pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général, Stéphane DAGUIN



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D’OUVERTURE D’ENQUETES PUBLIQUES

Acquisition d’immeubles exposés à un risque naturel majeur d’effondrement des berges sur la commune de Pointis-de-Rivière du 15 juin au 7 juillet 2017

> Description de l'opération soumise à enquête

Suite à la catastrophe naturelle survenue lors de la crue de la Garonne le 18 juin 2013 provoquant l'effondrement des berges par un phénomène d'érosion, l'État a décidé d'engager une procédure d'expropriation pour risque grave pour la vie humaine sur une zone urbanisée de la commune de Pointis-de-Rivière.

> Objet des enquêtes

Deux enquêtes sont conjointement ouvertes, dans la commune de Pointis de Rivière, sur :  
- l'utilité publique de l'acquisition des immeubles exposés à un risque naturel majeur d'effondrement des berges constituant une menace grave pour les vies humaines ;  
- la détermination des immeubles à acquérir et la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés.

> Durée des enquêtes

Les enquêtes se dérouleront pendant 23 jours entiers et consécutifs, du jeudi 15 juin au vendredi 7 juillet 2017 inclus.

> Désignation du commissaire enquêteur

M. Bernard LAUBARY est désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision du président du tribunal administratif de Toulouse en date du 3 mai 2017.

> Lieu, jours et heures où le public pourra consulter les dossiers d'enquête

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire resteront déposés, pendant toute la durée de l'enquête, à la mairie de Pointis-de-Rivière, rue Principale – 31210 POINTIS-DE-RIVIERE. Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

> Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations

• Consigner ses observations sur les registres d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations sur les registres distincts à feuillets non mobiles ouverts à cet effet, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, à la mairie de Pointis-de-Rivière, rue Principale – 31210 POINTIS-DE-RIVIERE.

• S'adresser par courrier au commissaire enquêteur

Les observations du public pourront, par ailleurs, être adressées, pendant la même période, par écrit, à M. Bernard LAUBARY, commissaire enquêteur, à la mairie de Pointis-de-Rivière, rue Principale, 31210 Pointis-de-Rivière, siège de l'enquête, qui les annexera aux registres d'enquête.

• Rencontrer le commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales lors des permanences suivantes à la mairie de Pointis-de-Rivière :

> le samedi 24 juin 2017 de 9h00 à 12h00  
> le lundi 3 juillet 2017 de 14h00 à 17h00

> Information des propriétaires

Il est signalé, en application des dispositions des articles L.311-1 à L.311-3 du code de l'expropriation, qu'en vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usagers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêt de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés, autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 du code de l'expropriation, seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchu de tous droits à indemnité.

> Lieux où, à l'issue des enquêtes, le public pourra consulter les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur

Une copie des rapports et des conclusions du commissaire enquêteur restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie de Pointis-de-Rivière.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication des rapports et des conclusions, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, en s'adressant au préfet de la Haute-Garonne - Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau de l'aménagement commercial et de l'utilité publique – 1 place Saint Etienne – 31038 TOULOUSE CEDEX 9.

Enfin, les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne :

[www.haute-garonne.gouv.fr/enqueterisquenaturelpointis](http://www.haute-garonne.gouv.fr/enqueterisquenaturelpointis)

> Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue des enquêtes

A l'issue des enquêtes, le préfet de la Haute-Garonne se prononcera, par arrêtés, sur l'utilité publique de l'opération et la cessibilité, au profit de l'expropriant, des parcelles nécessaires à sa réalisation.

Signé pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général, Stéphane DAGUIN

CONSTITUTIONS

AVIS DE CONSTITUTION – Forme : SASU. Dénomination : MAIN D'OR COIFFURE. Objet : coiffure mixte. Siège social : 3 rue du Périgord 31000 TOULOUSE. Capital : 500,00 €. Durée : 99 ans. Président : Mr. Nom BENDJENNI FAHEM, demeurant L'UNION (31240), 1 allé Nymphéas Bât B1 appart 3. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Suivant un acte ssp en date du 09/06/2017, il a été constitué une SASU Dénomination : DELIT-CREME Siège social : 78 Grande Rue Saint Michel 31100 TOULOUSE Capital : 100 € Objet : salon de thé, vente de pâtisseries, jus de fruit, café Durée : 99 ans Président : M. EL BOUKHARI Khalid 27 Rue Miguel Pascal 31100 TOULOUSE Cession d'actions : soumis à agrément du président Immatriculation au RCS de TOULOUSE

SCI LES JARDINS DE LUCIE

Sci au capital de 500 €  
Siege social : 25 rue les Jardins de Lucie – 31450 POMPERTUZAT  
Siret : en cours de creation  
RCS TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé à Pompertuzat en date du 7/06/2017 Il a été constitué une société civile immobilière dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : LES JARDINS DE LUCIE

Forme sociale : Société Civile Immobilière

Siège social : 25 Rue Les Jardins de Lucie – 31450 POMPERTUZAT

Objet social : La Société a pour objet l'achat, la propriété, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la revente éventuelle de tous bien immeubles qui ne seraient plus nécessaires à la société

Durée : 99 ans à compter du 7/06/2017, date de début d'activité

Capital : cinq cents euros (500 €), 50 parts de 10 euros

Gérants : Monsieur BROSSE Nicolas, et Madame BROSSE Virginie, demeurant tous deux, 25 Rue Les Jardins de Lucie à Pompertuzat (31450)

Immatriculation : Au registre de commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis la Gérance,



Xavier LASSUS

Avocat à la Cour

55, voie l'Occitane – Bât Actys I  
31670 – LABEGE INNOPOLETél :  
05.61.53.25.21 – Fax. : 05.61.53.27.09  
cabinet@xls-avocats.fr

EMIJU

Société par actions simplifiée  
Au capital de 10.000 €  
Siège social : 797, rue Max Planck  
31670 – LABEGE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à LABEGE (HG) du 07 juin 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société par actions simplifiée

- Dénomination : EMIJU

- Siège : 797, rue Max Planck, LABEGE (31670)

- Durée : 66 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE

- Capital : 10.000 euros

- Objet : tout type de restauration et traiteur sur place et à emporter, salon de thé.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Cession soumise à agrément sauf entre associés.

Préemption : Cession soumise à préemption dans tous les cas.

Président : Mr Alain BARBERO, demeurant 797, rue Max Planck à Labège (31670), nommé pour une durée indéterminée à compter du même jour.

Pour avis.

AVIS DE CONSTITUTION – Forme : SASU. Dénomination : PYRAMIDE PEINTURE. Objet : activité de travaux de peinture, revêtement de sols souple et murs. Siège social : 61 rue Pierre Cazeneuve 31200 TOULOUSE. Capital : 500,00 €. Durée : 99 ans. Président : Mr, Nom Mohamed Elsayed ABOUABDALLA, demeurant TOULOUSE (31200) 12 rue d'Arcachon appart 419. Immatriculation RCS TOULOUSE.



Maître

Nathalie BURGARD  
LE BOULC'H

Notaire

9 rue Urbain Vignères  
31340 VILLEMUR SUR TARN

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Nathalie BURGARD LE BOULC'H notaire associé à VILLEMUR/TARN (31240) le 08/06/2017, il a été constitué une société civile immobilière dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme: Societe Civile Immobiliere régie par les dispositions du titre IX du Livre III du Code civil

Dénomination : BL2M

Siège social : 775 chemin du Buguet 31620 FRONTON

Objet social : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans

Capital social : 1000 €

Apport en numeraire : 1000 €

Gérant associé : M. Ludovic BUSTOS demeurant à FRONTON (31620) 775 Chemin du Buguet gérant non statutaire.

Immatriculation : RCS TOULOUSE.

Cession de parts : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du cessionnaire, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour Avis ,  
Me BURGARD LE BOULC'H.

CGS

FORMATION SECURITE

Société par actions simplifiée

Au capital de 10 000 euros

Siège social : 99 Route d'Espagne, Bâtiment A13 - 31100 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé à TOULOUSE en date du 01/06/2017, Il a été constitué une société par actions simplifiée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : CGS FORMATION SECURITE

Forme sociale : Société par actions simplifiée

Siège social : 99 Route d'Espagne, Bâtiment A13, 31100 Toulouse

Objet social : La société a pour objet, en France et dans tous pays : La formation professionnelle d'adultes, le conseil APRES AUTORISATION DES AUTORITES COMPETENTES et dans la limite stricte de cette autorisation, dans le domaine de la sécurité privée Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Durée : 99 ans à compter de la date d'immatriculation au R.C.S de Toulouse

Capital : dix mille euros (10 000 €) libérés de la moitié de leur valeur nominale soit cinq mille euros (5 000 euros) et, divisé en 100 actions de 100 euros constitué uniquement d'apports en numéraires.

Admission aux assemblées : tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions

Exercice du droit de vote : le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité du capital social qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Transmission des actions : les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des 2/3 des actionnaires.

Présidence : Monsieur Tiburce DJOMAN demeurant 87 Rue Ernest Renan, Appartement 129 à Toulouse (31200), nommé dans les statuts.

Directeur Général : Madame Isabelle MASSOU demeurant 291 Chemin de Tucaut, Résidence Les Jardins de Diane à Cugnaux (31270), nommée en AG.

Immatriculation : Au registre de commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour Avis et insertion,



Me Séverine

BENOIT-TERES

6, Rue de l'Ourmède

31620 CASTELNAU D'ESTRETFONDS

Tel:05.31.22.10.18

severine.benoitteres@sfr.fr

SCI LACGAREAU

Société Civile Immobilière  
Au Capital de 1000 Euros  
Siège social : 145, Route de Montjoire à Bazus (31380)

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 13 Juin 2017 à BAZUS, Il a été constitué la Société Civile Immobilière, dont le siège social est 145, Route de Montjoire à BAZUS (31 380) , ayant pour objet l'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers, et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil . La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse. La Capital Social est de 1000 Euros. Le Gérant est Monsieur Maxime MONTANER, demeurant 145, Route de Montjoire à Bazus (31 380).

POUR AVIS, Le Gérant.

Suivant acte SSP en date du 12/06/2017, il a été constitué une scopol. Dénomination : Théâtre des préambules. Objet : Gestion d'une salle de spectacle associée à un restaurant type cabaret. Siège social : 2141 route des platanes 31330 Merville. Capital : 50000 €. Durée : 99 ans. Gérance: M. Olivier Raynouard, 31 rue Pierre Paul Riquet 31000 Toulouse. Immatriculation RCS TOULOUSE.



## Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 9 juin 2017, est constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société civile immobilière  
DENOMINATION : SCI TRC2  
SIEGE SOCIAL : 6 chemin de Garonne, 31200 TOULOUSE

OBJET : - L'acquisition, la rénovation, la construction, la propriété, l'administration et l'exploitation par voie de location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

DUREE : 99 années  
CAPITAL : 20.000 euros - APPORTS EN NUMERAIRE : 20.000 euros

GERANCE : - Mme Delphine LAPORTE-RIOU, dmt 6 chemin de Garonne, 31200 TOULOUSE

- M. Samir MAZER, dmt 6 chemin de Garonne, 31200 TOULOUSE  
CESSION DE PARTS : Les parts sociales, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées à d'autres personnes, y compris entre conjoint, ascendant ou descendant du cédant qu'avec l'agrément de la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour Avis.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 juin 2017, il été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière  
Objet : L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés. La prise de participation dans toutes sociétés immobilières. L'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société. Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société. Dénomination : SCI MAXIMMO.  
Siège social : 24 bis chemin Lanusse – 31200 TOULOUSE - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.  
Capital : 1.000,00€. Gérance : M. Philippe SAUCET 24 bis chemin Lanusse – 31200 TOULOUSE.

Parts sociales : L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire. Immatriculation : RCS de TOULOUSE.

Pour avis, M. Philippe SAUCET.

## CESSIONS



Patrick PARTOUCHE  
Avocat  
19, chemin de Nicol  
31200 - TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 8 Juin 2017, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement Toulouse 3, le 9 Juin 2017, Dossier 2017 27710 référence 2017 A06996, Mr et Mme DUFOUR, demeurant ensemble 7 route de revel à FOURQUEVAUX (31450) ont, cédé à la société « BREAD & CO » Société à Responsabilité Limitée, au capital de 5 000€, dont le siège social est Centre Commercial de l'Autan à LABEGE (31670), immatriculée au R.C.S de Toulouse, sous le n° 829321041, un fonds de commerce de boulangerie, pâtisserie, traiteur, confiserie, glaces, sis et exploité Centre Commercial de l'Autan à LABEGE (31670), étant précisé que ledit fonds de commerce a été exploité par la SEE DUFOUR SARL au capital de 8 000 € dont le siège social est Centre Commercial de l'Autan à LABEGE (31670) immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 483532628, dans le cadre d'un contrat de location-gérance à compter du 1er Juillet 2005 jusqu'au 8 Juillet 2017. Ce fonds a été précédemment exploité par Mr DUFOUR, Sylvain né le 9/09/1976 à Toulouse demeurant 7 route de revel à FOURQUEVAUX (31450) sous le numéro RCS TOULOUSE 445 365 984 et dont le numéro SIRET est le 445365984 00019, radié le 5/08/2005 avec effet au 1/07/2005. Le prix global de la cession au profit de la société BREAD&CO est de 90 000 euros (quatre vingt dix mille euros), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour 85 000 € (quatre vingt cinq mille euros)  
- aux éléments corporels pour 5 000 € (cinq mille euros)

La date d'entrée en jouissance et la prise de possession ont été fixées au 8 Juin 2017.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des publications, auprès de Maître PARTOUCHE Patrick Avocat, 19 Chemin de nicol (31200) TOULOUSE, où domicile a été élu à cet effet.

POUR AVIS.

Suivant acte SSP en date à MONTPELLIER (34) du 30/05/2017 enregistré au SIE de TOULOUSE 3, le 06/06/2017, Dossier 2017 28001 - Référence 2017 A 07070, la Société dénommée «SARL ESPACE PORTET», Société à responsabilité limitée au capital de 10.000,00 €, dont le siège social est à PORTET SUR GARONNE (31120), 14 Bis boulevard de l'Europe, identifiée sous le numéro SIREN 505 101 634, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE, représentée par Monsieur Bertrand VIALETTE, Gérant, propriétaire d'un fonds de commerce de vente d'articles de puériculture, jouets et textiles enfants, sis et exploité, à PORTET SUR GARONNE (31120), 14 bis Boulevard de l'Europe, sous les enseignes «BEBE 9» et «ORCHESTRA», a cédé ledit fonds au profit de la société « REPORT » Société par Actions Simplifiée, au capital de 10.000 €, dont le siège social est sis à PORTET SUR GARONNE (31120), 14 Bis boulevard de l'Europe, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro SIREN 829 595 743, représentée par Monsieur Christophe MASSARDI, Président, moyennant le prix principal de 450.000 € s'appliquant aux éléments incorporels à concurrence de 416.490 €, au matériel, mobilier et agencements à concurrence de 33.510 €. L'acquéreur est propriétaire du fonds vendu à compter du 31/05/2017, et il en a la jouissance par la prise de possession réelle à compter de cette même date. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues, par voie d'huissier dans les 10 jours suivant la dernière en date des publications légales, au Cabinet de la SELARL ALBERT MANGIARACINA, sis Place de Verdun – Résidence Le Musset – 11100 NARBONNE où domicile a été élu à cet effet.

## LIQUIDATION

### SARL OUTER ZONE

Société à responsabilité limitée  
unipersonnelle - En liquidation  
Au capital de 1 500 Euros  
Siège social : 8 Impasse Jean Pierre  
Mouline - 31400 TOULOUSE  
RCS de TOULOUSE n° 808 357 297

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 1 er juin 2017, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires. Mr Michel Patrick CAPDEQUI demeurant 15 RUE DES ABEILLES – 33320 EYSINES a été nommé liquidateur en lui conférant les pouvoirs les plus étendus. Le siège de la liquidation a été fixé au 8 Impasse Jean Pierre Mouline - 31400 TOULOUSE. Mention au RCS de Toulouse

Pour avis,

## DISSOLUTION ANTICIPÉE

### JFM

Société par Actions Simplifiées  
à Associé Unique  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 18 Chemin de Basso  
Cambo - 31100 TOULOUSE  
752 415 497 RCS TOULOUSE

## Dissolution anticipée

Aux termes du procès-verbal de l'associé unique du 21 avril 2017, il résulte que :  
Il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 21 avril 2017 et sa mise en liquidation.

Il a été nommé comme Liquidateur Monsieur MARTINS Joao Fernando, demeurant 18 Chemin de Basso Cambo, 31100 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation a été fixé chez Monsieur MARTINS Joao Fernando, demeurant 18 Chemin de Basso Cambo, 31100 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour Avis.

## CHANGEMENTS DIRIGEANT

### MAISONS PLURIELLES

Société à responsabilité limitée  
au capital de 4 000 euros  
Siège social : 77 route de Mons  
31140 Balma  
RCS TOULOUSE : 531 987 881

A compter du 22 mars 2017, le gérant :  
- qui était Mr Pierre TISSIER  
- est désormais Mr Adel BAHJ, demeurant au 17 impasse André Marfaing – 31400 Toulouse

La gérance.

CHANGEMENT DE PRESIDENT - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 15/03/2017 il résulte que : M.Mohamed Mounir MESKINE, demeurant, 14 place des Faons - 31200 TOULOUSE a été nommé en qualité de Président en remplacement de M. Badreddine BOUABDALLAH démissionnaire de la société SAN COIFFURE, SASU au capital de 100,00€, siret : 81992029900016.Mention au RCS de Toulouse

## TRANSFORMATIONS



FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'Avocats  
2 Impasse Couzinet  
Parc de la Plaine - BP 95818  
31505 TOULOUSE CEDEX 5

### ATOUT SERVICE SUD

SARL transformée en SAS  
au capital de 15 244,90 euros  
Siège social : 15 rue Isabelle  
Eberhardt - Zone d'activités de  
Garonne - 31200 TOULOUSE  
408 341 394 RCS TOULOUSE

## Avis de transformation

Le 17/05/2017, l'AGE des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en SAS à compter du 16/01/2017, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 15 244,90 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Rodolphe DUCHEMIN et Romuald DUCHEMIN, gérants, ont cessé leurs fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIETE : Rodolphe DUCHEMIN, demeurant 591 route des Vins 31340 LA MAGDELAINE SUR TARN

DIRECTEUR GENERAL : Romuald DUCHEMIN, demeurant 28 rue de l'Eglise, 31150 FENOUILLET.

Pour avis  
Le Président.

## Avis de Transformation

INITIATIVE CITOYENNE POUR UNE ENERGIE ALTERNATIVE

Aux termes d'une AGE du 07/06/2017, il a été décidé de transformer l'association INITIATIVE CITOYENNE POUR UNE ENERGIE ALTERNATIVE, déclarée à la préfecture de Haute-Garonne (31) le 03/07/2016, sous le n° W313024774 et publiée au J.O. du 16/07/2016, régie par la loi du 1er juillet 1901, en Scic SAS à capital variable.

Dénomination : INITIATIVE CITOYENNE POUR UNE ENERGIE ALTERNATIVE

Objet : La réalisation d'installations de moyens de productions d'énergie renouvelable portées par des citoyens ;

Durée : 99 ans à compter de la déclaration de l'association en préfecture.

Capital variable initial : 18750 €. Ne peut être inférieur ni à 8000 € ni au ¼ du capital le plus élevé atteint.

Siège social : Le Prologue - 815 la Pyrénéenne 31670 LABEGE.

Président : Monsieur Jean-Paul GARDETTE, né le 28/06/1952 à LYON 2eme, demeurant 8 allée de Pomarède 31670 LABEGE

Immatriculation au RCS Toulouse.

Pour avis.  
Le Président de la Scic.

## TRANSFERTS

Forme : SARL à capital variable. Dénomination : COM'3ELLES, au capital de 6000 €. 498968908 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 31/05/2017 a décidé de transférer le siège social de la société du 108 route d'Espagne 31100 Toulouse au 18 rue Sainte-Cécile 31100 Toulouse à compter du 01/06/2017. Modifications au RCS TOULOUSE .

Forme : SARL. Dénomination : KHA-TIEV, au capital de 500 €. 531292803 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 01/06/2017 a décidé de transférer le siège social de la société du 14 ALLEE DES BARONNIES 31770 COLOMIERS au 4 RUE DE CAULET 31300 TOULOUSE à compter du 01/05/2017. Modifications au RCS TOULOUSE .

### SCI DE CASTELNAU

Société civile immobilière  
au capital de 2 000 euros  
Siège social : 37 route d'Agde Bat B1  
31500 TOULOUSE  
750 673 642 RCS TOULOUSE

## Avis de publicité

Aux termes d'une délibération en date du 11 MAI 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 5 rue des Palmiers 31 240 L'Union au 37 route d'Agde Bat B1 31500 Toulouse à compter du 11.05.2017, et de refondre en conséquence les statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis  
La Gérance.

### SUNAN

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 62 Avenue des  
Pyrénées - 31240 L'UNION  
821 389 210 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 31/05/2017, l'associée unique a décidé de transférer le siège social du 62 Avenue des Pyrénées, 31240 L'UNION au 18 Avenue de Montauban, 31660 BESSIERES à compter du 31/05/2017, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,  
La Gérance.



### DUCK ME

S.A.R.L. au capital de 4 00,00 Euros  
37 rue de Metz  
31000 Toulouse  
R.C.S : TOULOUSE 798 387 593

Aux termes de la décision du 1er. Mai 2017, le gérant a décidé, conformément à l'article L 223-18 du code de commerce, le transfert du siège social du 37 Rue de Metz, 3100 Toulouse, au 7 rue de Rémusat, 31000 Toulouse. Mention en sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis,  
M. Arthur ARLET, gérant.

## DIVERS

### Patrick PARTOUCHE

AVOCAT  
19 CHEMIN DE NICOL  
31200 TOULOUSE

### SAS ALAIN FORT ET FILS

Société par actions simplifiée  
au capital de 50 000 euros  
Siège social : 25 chemin de l'Armurié  
31770 COLOMIERS  
RCS TOULOUSE 485 384 895

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 8 Juin 2017, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité de désigner pour une durée de 6 exercices :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire : la SARL GEC CONSEIL, dont le siège social est 6 Place Sainte Catherine à RODEZ (12000), SARL au capital de 8 000 €, immatriculée au RCS de RODEZ sous le numéro 418696589, représentée par Mr Stéphane ALBOUY .

- en qualité de commissaire aux comptes suppléant, la SARL ALBOUY ASSOCIES AUDIT, SARL dont le siège social est 9 Rue Camille Douls (12000) RODEZ, au capital de 12 000 € immatriculée au RCS de RODEZ sous le numéro 800 538 951, représentée par Christian ALBOUY.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Suivant acte ssp en date du 11/06/2017 M. PASDELOUP Georges, demeurant 9 Rue Des Albères 31490 LEGUEVIN RCS 421232364RM031 a donné en location gérance à M. DESNOES Ludovic 10 Rue Des Forges 31150 GAGNAC SUR GARONNE , un fonds de commerce de taxi autorisation de stationnement n° 79 à TOULOUSE sis et exploité au 9 Rue Des Albères 31490 LEGUEVIN, pour une durée allant du 01/07/2017 au 30/06/2018 renouvelable par tacite reconduction .

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 8 Juin 2017, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement Toulouse 3, le 9 Juin 2017, Dossier 2017 27700 référence 2017 A06994, Mr et Mme DUFOUR, demeurant ensemble 7 route de revel à FOURQUEVAUX (31450) et la SEE DUFOUR SARL au capital de 8 000 € dont le siège social est Centre Commercial de l'Autan à LABEGE (31670) immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 483532628, ont décidé de résilier amiablement, à compter du 8 juin 2017, le contrat de location-gérance conclu par acte sous seing privé en date à Labège du 12 Juillet 2005 avec effet au 1er Juillet 2005.

POUR AVIS.

### SARL PARTENAIRE CARRIERE

S.A.R.L. au capital de 5 000,00 Euros  
Siège social : 6 Avenue de Gutenberg  
31120 PORTET SUR GARONNE  
R.C.S: 753247808

## Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 13 Juin 2017, il a été décidé :

- de modifier la date de clôture de l'exercice social.

L'article 14 – EXERCICE SOCIAL-COMPTES SOCIAUX des statuts a été modifié en conséquence :

**Ancienne mention** : Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Octobre et finit le 30 Septembre.

**Nouvelle mention** : Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre.

- d'augmenter le capital social de la société à hauteur de 23 000 Euros à compter de ce jour.

L'article 7 - CAPITAL SOCIAL des statuts a été modifié en conséquence :

**Ancienne mention** : Le capital social est fixé à CINQ MILLE EUROS (5 000 Euros)

**Nouvelle mention** : Le capital social est fixé à VINGT TROIS MILLE EUROS (23 000 Euros)

RCS : TOULOUSE

Pour avis,

### Alain FAURE Patrick LEGRIGEOIS Antoine VANISCOTTE

Notaires associés  
Successeurs de  
Me Jean-Marc GARRIGOU  
Société Civile Professionnelle  
Titulaire d'un Office Notarial

## Aménagement de régime matrimonial

Aux termes d'un acte reçu par Me Antoine VANISCOTTE Notaire à COLOMIERS, le 8 juin 2017, Jean-Claude LECLERC et Bernadette GOUY son épouse demeurant ensemble à COLOMIERS (31770) 64 allée de la Drôme. Mariés à la mairie de TOULOUSE (31000) le 4 août 1972 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, ont décidé pour l'avenir d'aménager leur régime matrimonial avec une clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant conformément aux dispositions de l'article 1524 alinéa premier du Code civil. Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître VANISCOTTE Notaire à COLOMIERS (31770) 15 rue de Limogne.

Pour avis : Me VANISCOTTE.

### TOP COURSES AFFRETEMENTS

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : Lieu-dit En Yot  
31590 VERFEIL  
798327607 RCS TOULOUSE

## Avis de publicité

Par décision du 02 Janvier 2017, l'associé unique a adopté les modifications suivantes :

Il a été décidé :

- d'étendre l'objet social, à compter du 02 Janvier 2017, aux activités suivantes :  
La location de véhicule avec ou sans chauffeur

- de transférer le siège social au 8, Avenue Jean Belaval 31590 Verfeil, à compter du 02/01/2017.

L'article 2 « Objet » et l'article 4 « Siège social » des statuts ont été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour Avis,



VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à PIBRAC - Résidence CHATEAU CRU - Année 1998 – EN COPROPRIETE - 4B Chemin du Château Cru APPT 212 – T 4 – 70,55 m²- 1er étage – Prix de Vente réservé aux locataires de Colomiers Habitat 112 000 € - DPE : C – Charges de Copropriété : NC  
Contactez le Service Vente au 05 81 501 501 ou cpalas@colomiers-habitat.fr

## RECTIFICATIF

Rectificatif à l'annonce parue dans le N° 741 concernant :Ambassade Executive Search SARL, au capital 2000 euros 17 rue des bambous 31780 Castelnest RCS TOULOUSE B 804 918 001.

Suite au PV AGE du 29/04/2017 l'associé unique décide de l'adjonction à l'objet social de l'activité de vente d'objets connectés à des particuliers ou à des professionnels, à compter du 2 mai 2017 l'article 2 des statuts est modifié en conséquence. Mention au RCS de Toulouse.